



Le massacre de 1870

Echec au roi

Le roi Louis-Philippe était bon. Sa femme était gentille et ses enfants sympathiques. Il était roi depuis 1830 et tout se passait bien. Il avait de bons ministres, une armée solide qui l'affectionnait. Il était ami des libéraux, de Victor Hugo, de Thiers, de Lamartine, des Anglais, du peuple et des intellectuels. Il était aimé de tout le monde.

Sans grande raison, il y eut une révolte dans un quartier ouvrier de Paris. Jusque là, rien de bien extraordinaire. Généralement, ce sont les ouvriers fainéants qui forment les émeutes. Ceux qui font bien leur travail ne quittent pas leurs établis.

On envoya donc la troupe, sans trop s'inquiéter, pour arrêter quelques suspects et tabasser quelques meneurs, puis tirer sur ceux qui jetteraient des pierres.

Mais d'un seul coup, cela dérapa. La débandade de la troupe. La panique dans les états-majors de régiments. La foule qui s'amasse et qui se dirige vers les Tuileries, au chant de la Marseillaise.

Le roi partit, abandonné de tous, par une petite porte, comme tous les rois lorsqu'ils veulent sauver leur tête, et que quelques fidèles les accompagnent, généralement des personnages qui n'auraient jamais laissé leur nom à l'histoire sans cet événement. Parce que les gens célèbres et de grand talent politique ont déjà abandonné l'ancien régime pour passer au suivant.

Ce qui venait après, c'était la Seconde République. Ce fut un échec, parce que la France n'était pas républicaine. Elle était toujours royaliste, bonapartiste, réactionnaire, obscurantiste, ennemie des beaux parleurs de Paris, ceux qui terrorisent les bistrotis parce qu'ils sont toujours au bord de l'incident, et qui détaillent de façon confuse les batailles de Napoléon qu'ils ont soi-disant vécues, avec leur programme à eux pour que les pauvres ne soient plus pauvres

Les élections législatives le confirmèrent, personne ne comprenait ni comment ni pourquoi Louis-Philippe avait perdu le pouvoir en quelques jours. Les livres d'Histoire ont bien une explication : une campagne dite des banquets, lancée par des républicains qui devaient être bien gourmands, et qui trouvèrent cette idée de promotion pour faire savoir de façon légale et autorisée leur mécontentement et leur désir de changement. Mais que cela débouche sur une révolution... On dit trivialement de certains morts, qu'ils sont partis parce qu'ils ont oublié de respirer... On pourrait dire, sans trivialité aucune, que les rois de France sont partis parce qu'ils avaient oublié de régner.



Une caricature contre Bismarck, au temps où l'on pensait être invincible.

Il fallait trouver un nouveau chef à la France.

Les républicains pur sucre se rendirent vite impopulaires par leurs querelles intestines et leur manque de charisme politique.

Le retour d'une famille royale était impossible. L'ordre était pourtant rétabli. Les Républicains avaient fait tirer à leur tour sur les ouvriers révolutionnaires

par des régiments composés de fils de paysans conservateurs. Mais les familles royales, Orléans ou Bourbon, restaient décrédibilisées. En soixante ans, les rois de France avaient pris la fuite cinq fois, poursuivis par le peuple en colère. Cela faisait, en moyenne, une fois tous les douze ans. Les Français avaient envie de stabilité. Ils espéraient un régime qui durerait au moins un siècle.

La France avait bien besoin de cela pour continuer à se remettre des guerres et des violences commencées en 1789 et terminées 26 ans plus tard sur une morne plaine.

Une nation en quête d'un chef bien sous tous rapports.

Il fallait donc une figure de proue pour un navire que l'on voulait stable.

Il ne fallait pas de parvenu, question de moralité. Ni d'inconnu, question de prestige de la France et de la République. Pas plus que d'extrémiste, qui voudrait venger la mort de Saint-Louis ou celle de Saint-Just. Il était hors de question de voir revenir des leaders hystériques qui menaceraient de couper le cou à la moitié de la France avec la bénédiction des tricoteuses et de quelques centaines de Jacobins qui en auraient encore voulu à la terre entière. On chercha donc l'homme idéal. A la fois de droite et de gauche. Libéral et autoritaire. Pacifiste et glorieux.

On n'eut pas à le chercher longtemps. C'est lui-même qui se présenta. Son nom évoquait les fastes militaires de la France et la stabilité de son establishment : Le prince Louis-Napoléon, neveu du grand Empereur.

C'est un ancien officier de l'artillerie suisse. Il s'exprime avec un fort accent allemand, parce qu'il a été élevé en Allemagne, dans des châteaux de luxe . Il se proclame républicain de gauche, tout en flattant les nobles et les industriels.

Il affecte de se rendre à l'opéra les mains sales, comme un simple travailleur qui va se distraire à écouter de la bonne musique, après avoir utilement employé sa journée. Il fait bien attention de tenir ses doigts en l'air un long moment, pour que tout le monde les remarque, avant d'enfiler ses gants blancs d'homme du monde.

Cela flattait les prolétaires qui s'entassaient au poulailler et qui sentaient moins bon que les nobles et les bourgeois de l'avant-scène. Cela émouvait aussi les femmes du monde qui rêvaient

d'avoir un mari à la fois prince et bricoleur.

Eugène Sue l'avait pris pour modèle de son grand seigneur inconnu, romantique et généreux, sauveur des demoiselles perdues dans *Les mystères de Paris*. Il était beau, affable et poli.

Personne ne comprit que ce républicain bon chic bon genre cachait de grandes ambitions derrière un regard de myope sympathique.

Le gentilhomme fonceur

Louis Napoléon avait le profil psychologique d'un joueur de poker qui aime risquer sa fortune sur le quitte ou double et qui continue de faire des mises jusqu'à la veille d'être enterré.

Il avait été successivement : enfant adoré par des parents volages et modernes, jeune homme de bonne famille passionné par les idées d'extrême gauche, officier d'artillerie suisse, franc-maçon, carbonariste, conspirateur professionnel, écrivain de livres d'économie, historien, putschiste, condamné à une longue peine, prisonnier modèle, évadé, touriste aux Etats-Unis, business man, député, puis président de la République... C'était un parcours d'aventurier paraguayen. Une fois arrivé à la Présidence, il allait tout de suite se mettre à organiser un nouveau coup d'Etat. Il voulait se faire plébisciter dictateur, puis proclamer empereur.

Tout le monde fut content, à part Adolphe Thiers, Victor Hugo, Jules Vallès, et quelques milliers d'autres démocrates sincères qui furent, pour les uns tués, pour les autres exilés ou envoyés au bagne.

Les militaires étaient fiers d'avoir un nouveau Bonaparte pour leur demander de mourir à une prochaine bataille. Les nobles royalistes appréciaient malgré tout ce grand garçon distingué qui respectait l'esprit aristocratique de l'époque. Les roturiers

libéraux se retrouvaient dans cet homme qui avait parcouru le monde, qui était gentil et travailleur. Il semblait aimer le commerce, les arts et l'industrie.

Un tel homme ne pouvait épouser qu'une femme dont il tombe éperdument amoureux, une fois arrivée la cinquantaine cossue... L'empereur se maria en 1856 avec une jeune espagnole, rousse, racée, un peu fantasmagique, mais, profondément catholique, comme on l'est dans cette Espagne où l'on adore les corridas en plein soleil et les processions de nuit avec des pénitents en cagoules blanches qui suivent des Vierges miraculeuses.

Au début de l'été 1870, ce couple haut en couleur est adulé par l'Europe entière. L'automne suivant, il sera réfugié en Angleterre, critiqué par presque tous.

De nos jours, il reste de lui cette image assez nuancée que Zola nous a tracée dans la série des *Rougon-Macquart* : un mélange matérialiste d'ambitions, de bons sentiments et d'indécisions, le tout vaguement corrompu.



L'ami du peuple

Le penseur à la mode, c'était Saint-Simon : des idées visionnaires sur la participation, l'échange, l'égalité, la circulation des élites et l'enseignement, pour former le peuple, élever son esprit mieux que ne pouvaient le faire les mystères de la confession et de l'absolution.

Napoléon III et son staff de putschistes adhéraient en bloc à ces idées.

Ils étaient partisans de ce principe généreux qui sera repris en mai 68

par quelques intellectuels forts en sociologie : le droit au bonheur. S'ils avaient pu, ils auraient donné des congés payés. Parce qu'ils étaient pour la société de consommation, pour l'épargne, pour la fête et le soleil à tout le monde...

Selon les principes de Saint-Simon, on était conscient qu'il fallait :

- une entente entre les peuples,
- de grandes entreprises dans le commerce, la finance et les industries, pour amener les même peuples au confort moderne et au progrès.

Déjà l'Amérique et l'Ukraine produisaient du blé avec des champs de 10 kilomètres de long. On ne pouvait empêcher en Europe cette arrivée gigantesque de production étrangère. Elle devait faire baisser les prix et donc permettre à l'ouvrier de penser à autre chose qu'à sa subsistance. Quel beau rêve si Coupeau, l'ouvrier zingueur, se mettait au cours du soir au lieu de boire sa paye, si Gervaise pouvait acheter sa boutique grâce à la baisse des prix, et si leur fille Nana allait à la messe le dimanche.

Ces rêves sont devenus de nos jours une réalité : celle de notre social-démocratie. Déjà, sous le Second-Empire, ils ne faisaient ricaner personne. Le pape lança une bulle à ce sujet. Et le pape, c'était le parti des conservateurs, celui des grands seigneurs, des Habsbourg, des rois de Bavière, des sympathisants des rois de France, des carlistes de Don Carlos en Espagne, de tous ceux qui ne faisaient pas dans la république libérale.

Le but moral de ce dix-neuvième siècle était bel et bien d'enrichir les pauvres. Aider les ouvriers, déracinés des campagnes, à retrouver un équilibre moral.

Le clivage entre droite et gauche se trouvait ailleurs : La droite était pour les régimes autoritaires et pour la religion...